ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

6E CIRCONSCRIPTION DU FINISTÈRE

Electeurs, Electrices,

A la veille des élections législatives, il importe de regarder la situation en face. L'adoption de la Constitution n'a rien changé, rien réglé, quoi d'étonnant d'ailleurs ? Car le pouvoir continue avec les mêmes, avec les tenants de la politique du passé.

Les amis de M. CROUAN, Indépendant, de M. LE JEUNE, M.R.P., sont au Gouvernement avec Guy Mollet, Secrétaire général de la S.F.I.O. Ce sont eux qui portent la responsabilité de cette politique de guerre et de misère pour les travailleurs. Tous savent, par l'expérience journalière, que le coût de la vie ne cesse d'augmenter, alors que la récession menace : licenciements, réductions d'horaires, chômage... L'inquiétude grandit dans nos villes et dans nos campagnes... Dans nos campagnes, où l'on enregistre la culbute accélérée des cours à la production sans aucun bénéfice pour les consommateurs.

La guerre d'Algérie accentue ses ravages ; là aussi il faut se rendre compte que les promesses ont été vaines.

Notre Programme :

a) Pour le relèvement du niveau de vie

Le Parti Communiste, pour sa part, comme dans le passé, est prêt à favoriser tout pas en avant dans le sens des intérêts du peuple et à soutenir un programme de progrès social, d'indépendance nationale et de paix.

Sûrs d'être les interprètes des couches laborieuses de notre circonscription et de tout le pays, nous appuyant d'ailleurs sur leur volonté exprimée par leurs organisations, nous pensons qu'il est possible de réaliser le programme suivant :

Relèvement du niveau de vie des masses laborieuses par l'augmentation immédiate des salaires, traitements, retraites, pensions, allocations et retraites vieillesse, prestations familiales ; suppression des injustes abattements de zone de salaires (dont 1/3 a été supprimé grâce à l'action des organisations syndicales et au vote du groupe communiste à l'Assemblée Nationale) ; le remboursement effectif de 80 % des frais médicaux et pharmaceutiques que nous n'avons cessé de réclamer.

La création d'une véritable assurance-chômage, y compris dans les plus petites localités, ceci devant l'ampleur des débauchages.

Le maintien à 55 ans de la retraite pour les marins de commerce et de la pêche.

Pour la masse des paysans travailleurs, petits et moyens propriétaires et fermiers, qui sont la majorité dans notre circonscription, il est essentiel tout d'abord de leur assurer le respect des avantages acquis par la loi et que le Gouvernement actuel vient de remettre en cause.

Il en est ainsi en ce qui concerne l'indexation des prix, la fixation du prix du blé et du prix du blé-fermage en particulier.

La mise en application du Marché commun, dont nous avons combattu les dispositions, dangereuses surtout pour l'exploitation familiale déjà menacée de disparition, oblige à prendre des mesures urgentes pour leur sauvegarde.

Les producteurs de primeurs ont subi douloureusement les contrecoups des crises de commercialisation de leurs produits et cela à plusieurs reprises. Quelle sera la situation lors de l'application du Marché commun au 1er Janvier 1959 ? Alors que jouera à plein la concurrence de pays plus favorisés comme la Hollande et l'Allemagne de l'Ouest...

On doit tendre, tout d'abord, au développement incessant du marché intérieur par l'augmentation du pouvoir d'achat des masses laborieuses.

Par ailleurs, la recherche de débouchés extérieurs est absolument nécessaire, surtout en dehors des pays englobés dans la petite Europe.

Il est nécessaire aussi d'organiser et de régulariser les marchés par une commercialisation plus rapide et avec l'accord des producteurs et des organismes intéressés. D'autre part, dans le domaine des primeurs comme dans d'autres, il faut en venir à des prix de transport différentiels et à l'intervention automatique et régulière des Caisses dites de compensation et du Fonds de garantie mutuel, au financement desquels l'Etat se devrait de participer efficacement.

b) Pour l'expansion économique

Nos gouvernants et politiciens nous ont abreuvés depuis une décade de discours grandiloquents sur l'expansion économique, le plan breton et l'industrialisation de nos régions. Les travailleurs savent à quoi s'en tenir à ce sujet, puisque le plein emploi est menacé, il y a des chômeurs dans plusieurs villes du département, il y a des licenciements au Pont-de-Buis, où Mme PLOUX s'est pourtant distinguée dans le domaine des promesses (usine à papier, culture industrielle du lin, etc...). Il y a chômage dans les usines de conserves, et partout dans l'industrie du bâtiment.

L'essentiel, par conséquent, serait tout d'abord de sauvegarder les activités existantes et ensuite de les améliorer, de les développer.

Mais ceci suppose des investissements importants dans tous les domaines :

La construction de logements accessibles à tous (déjà ralentie et que n'améliorera pas le plan réactionnaire Sudreau-de Gaulle).

L'Equipement rural. — Electrification, adduction d'eau, habitat et voirie, reboisement des terres impropres à la culture, amélioration du cheptel et de son état sanitaire... L'aide à l'achat de matériel agricole, développement de la vulgarisation et de l'enseignement agricole, aide à la coopération et assouplissement du système de prêts au Crédit agricole en matière de caution et de durée de contrat.

L'Equipement urbain. — Réseau d'égoùts et répurgation qui manque encore dans la plupart de nos bourgs. Distribution d'eau potable.

L'Equipement scientifique et scolaire. — Réforme démocratique de l'enseignement, construction de nouveaux groupes scolaires, création de nouveaux cours complémentaires, création d'établissements de second degré à Châteaulin et Carhaix, construction en dur du Centre d'Apprentissage du Pont-de-Buis, création de centres d'apprentissage à Carhaix et Châteaulin.

Amélioration de l'équipement hospitalier. — Particulièrement par le développement de maisons de repos et de retraite.

Aide sociale. — Extension du bénéfice de l'assurance longue-maladie aux petits et moyens paysans.

Equipement économique. — Mise à voie normale de la ligne de chemin de fer Camaret - Châteauneuf-du-Faou - Carhaix - La Brohinière, afin de faciliter le débouchement économique de la région.

Aido à l'Artisanat, au **petit commerce** et à la **petite entreprise** menacés de disparition par les monopoles.

L'Equipement sportif. — Aménagement de terrains de sports et construction de gymnases.

L'Equipement touristique. — Grande ressource de notre département et de notre région.

Un tel programme n'est réalisable que dans un climat de PAIX.

Il nécessite donc la Paix en Algérie par la négociation et l'établissement avec ce pays, comme avec tous les pays coloniaux, de rapports nouveaux fondés sur l'indépendance et l'égalité des droits.

Sa réalisation nécessite aussi une politique extérieure d'indépendance française fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des coûteuses et dangereuses expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

Elle nécessite encore la réduction massive des dépenses militaires, puis la réforme démocratique de l'impôt en faisant payer le grand capital et les profiteurs de guerre, seuls moyens de donner à l'industrie, à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à leur plein épanouissement.

Pour dresser un barrage efficace à l'avance des forces réactionnaires, pour réduire les effets d'un pouvoir autoritaire, pour défendre pied à pied les intérêts des petits contre les gros, pour assurer les bases du regroupement indispensable de tous les Républicains, il est nécessaire de voter en masse pour assurer la présence d'un groupe communiste important à l'Assemblée Nationale.

Les députés communistes s'appuieront constamment, comme dans le passé, sur la volonté populaire exprimée par les organisations des travailleurs de la Ville et des Champs.

Aucune loi favorable aux travailleurs, quels qu'ils soient, n'a vu le jour sans l'appui constant et tenace des élus communistes. Qu'on se rappelle les lois sociales du Front Populaire en 1936, l'Office du Blé, puis les grandes réformes de la Libération : Sécurité Sociale, Statut du fermage et du métayage, Statut des fonctionnaires, etc...

ELECTRICES, ELECTEURS, TRAVAILLEURS, nous vous demandons de réfléchir, l'anticommunisme forcené de ces dernières années n'a fait que du mal à notre pays. Pour changer l'orientation politique en France, conformément aux aspirations de notre Peuple, aux intérêts de la Nation, il faut assurer la présence à l'Assemblée Nationale d'un groupe communiste important.

Pour l'avenir de la République et de la France,

VOTEZ ET FAITES VOTER POUR LE CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

Roger THOMAS

Maire de Spézet,
Conseiller Général de Carhaix.

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Yvon PANN

Conducteur de Travaux à Châteaulin.

Vu : Le Candidat.

I.C.A. 17 RUE JEAN-JAURES - BREST